

Sarkozy et le territoire

Editoriale

Depuis le début de son mandat, il n'est pas une carte de France que Nicolas Sarkozy n'ait cherché à redessiner : tribunaux, casernes, universités ou hôpitaux, c'est tout le maillage territorial français qu'il entend remodeler et moderniser. Le voilà qui s'attaque maintenant à la carte des collectivités locales.

Personne ne saurait déceimment le lui reprocher. Car la France est devenue une mosaïque ahurissante de structures, d'institutions et de pouvoirs. Depuis une quarantaine d'années, l'organisation simple à trois niveaux - Etat, départements, communes - a disparu sous l'empilement des nouveaux échelons administratifs et politiques. Aux 100 départements (regroupant 4 039 cantons) et aux 36 782 communes, sont venus s'ajouter 26 régions de taille disparate, 334 " pays " et 2 580 groupements intercommunaux à fiscalité propre. Soit au total, avec l'Etat et sans compter l'Europe, sept niveaux de responsabilité.

Le résultat a été maintes fois déploré. A l'heure de la mondialisation, l'organisation du pays est courtelinesque, incompréhensible et coûteuse. Quand on sait que, depuis la révision de la Constitution en 2003, la France est un Etat " décentralisé " et que les collectivités territoriales assurent près des trois quarts de l'investissement public national, il y a donc urgence à remettre de l'ordre.

Jusqu'à présent pourtant, tout le monde s'y est cassé les dents. Le président de la République ne l'ignore pas : " C'est un chantier d'une grande difficulté ", a-t-il reconnu en installant, le 22 octobre, la commission présidée par Edouard Balladur à laquelle il a demandé de s'atteler à la tâche. Toute proposition en la matière est en effet de nature à déclencher une fronde, chacun défendant son pré carré, ses prérogatives et ses clientèles : on l'a vu au printemps lorsque Jacques Attali a lancé l'idée de supprimer progressivement le département, avant d'être démenti par M. Sarkozy.

L'objectif est clair : débloquer la République en simplifiant les structures et en clarifiant compétences et financements, sans perdre le bénéfice de la proximité avec les citoyens. Les moyens de l'atteindre restent à inventer. M. Balladur n'aura donc pas trop de son expérience pour résoudre cette équation jusqu'à présent insoluble. Tous nos vœux l'accompagnent !